

Des constats pour la recherche

Lors de la présente mandature, dans les conseils comme dans l'équipe de gouvernance, nous avons fortement **soutenu la recherche dans toute sa diversité** selon un **principe transversal de solidarité et d'inclusivité**, et ce malgré un cadre financièrement et politiquement contraint :

- augmentation substantielle des moyens,
- temps pour coordonner des projets,
- promotion volontariste de recherches souvent moins valorisées : interdisciplinarité, recherches participatives ou avec et pour la société, dialogue art/science etc.

Nous avons œuvré, avec l'appui de toutes, à **faire reconnaître l'UT comme une véritable université de recherche** entre autres grâce aux succès à des appels à projets d'établissement :

- en les ciblant sur la recherche,
- en y incluant sans distinction partisane les personnes pertinentes au sein de l'UT et en région (Loire Val Health, Teepee).

Nous avons défendu, et continuerons à défendre avec fermeté et vigilance, les principes **d'éthique et d'indépendance de la recherche**, qui peuvent être fragilisés par le contexte politique national et international préoccupant et par les politiques actuelles en matière de recherche et d'innovation (cf. [Bilan](#)).

Nous poursuivrons nos efforts pour maintenir une université **pluridisciplinaire**, en veillant au respect de l'éthique et des **libertés académiques**. Pour cela, nous nous proposons de :

Garantir la **diversité** de la recherche qui fait la force de notre communauté, en accordant une place à tous les domaines scientifiques, notamment aux Sciences Humaines et Sociales ;

- Assurer la **pérennité des financements récurrents des laboratoires**, dont les dotations ont déjà fait l'objet d'une augmentation au cours de ces dernières années (cf. [Bilan](#)), et assurer un **financement équitable de toutes les unités** de recherche quels que soient leur type (UMR ou UR), leur thématique ou les modalités d'organisation ;
- Renforcer, en toute transparence, le **dialogue de gestion** avec les organismes nationaux (CNRS, INSERM...) et les unités de recherche, en veillant à consolider le lien de ces dernières avec les composantes ;
- Poursuivre la politique en faveur des « **Sciences Avec et Pour la Société** » en s'appuyant sur de multiples leviers (label SAPS, boutique des sciences...) et intensifier les efforts destinés à faciliter la **transition écologique et sociale** ;
- Encourager les recherches **inter/pluridisciplinaires**, en poursuivant notamment le financement de **micro-programmes de recherche** collectifs et innovants (programmes de la Commission Recherche, bourses doctorales les Rabelaisiennes) et en offrant des structures **d'échange et de dialogue** aux enseignant·es-chercheur·ses ;
- Garantir une **répartition équitable, transparente et concertée** des moyens obtenus dans le cadre des projets structurants d'établissement (Loire Val Health, PUI, TEEPEE, ASDESR notamment) ;
- Créer une charge de mission pour observer et traiter les problèmes de **libertés académiques**.
- avoir recours à des recrutements qui viendraient altérer la cohésion de la communauté scientifique (Chaires de professeurs juniors-CPJ) ;
- Faciliter et encourager, dans la transparence, l'évolution des carrières, en tenant compte de critères élargis (fondés notamment sur une **évaluation plus qualitative de la recherche**, cf. le programme **CoARA**) ;

Soutenir les acteurs et actrices de la recherche

- Continuer à faciliter les débuts de carrière des **jeunes enseignant·es-chercheur·ses** (allègement de service, mise à disposition de moyens financiers élargis) ;
- **Défendre le maintien des emplois statutaires** et étendre autant que possible leur nombre (indispensable pour une communauté notoirement sous-dotée), sans Soutenir les **personnels d'appui à la recherche** (avec en particulier des emplois statutaires ou, a minima, stabilisés) et **rendre visibles et accessibles** aux enseignant·es-chercheur·ses et aux chercheur·ses, les ressources d'appui et les personnels qualifié·es ;
- **Rendre plus visible l'activité scientifique** des équipes de recherches, des **enseignant·es-chercheur·ses** au sein et en dehors de l'université ;
- Renforcer les **moyens d'accueil des chercheurs et chercheuses étrangers** qui constituent une indéniable richesse pour notre communauté ; encourager la **mobilité internationale** (en particulier la **mobilité « douce »**) des enseignant·es-chercheur·ses, des doctorant·es et des personnels de l'université ;

Améliorer les conditions de travail des DOCTORANT.ES

en prenant en considération leur **statut particulier** (à la fois étudiant·es et souvent enseignant·es) et leurs situations très **contrastées** :

- Faciliter leur **intégration** au sein d'une large communauté académique, en favorisant leur **implication** dans les instances locales (CR, conseils d'ED) ou bien dans des **organismes nationaux ou internationaux** (instances collégiales, associations...);
- **Soutenir leur recherche** (aide à la mobilité, participation à des universités d'été, aide à la publication...);
 - Combattre la **précarité** des plus démunies (exonération des frais d'inscription, prêt de matériel informatique...);
 - Poursuivre la construction d'un **Collège doctoral régional** avec une offre de formation variée et stimulante, en concertation avec les unités de recherche.

Chantiers – idées à réfléchir ensemble :

- * Poursuivre la création d'une **Unité Mixte de Service** (structure d'appui administratif et juridique) pour les plateformes (notamment l'animalerie) afin de clarifier les procédures et favoriser la transparence, en impliquant l'ensemble des acteurs et actrices concerné·es ;
- * Engager rapidement une réflexion sur le **financement des contrats doctoraux** suite à l'évolution des modes de financements des doctorats par la Région, pour réduire les fortes inégalités entre les secteurs disciplinaires ;
- * Engager une **réflexion collective** sur les implications pour la recherche de **l'acte 2 de l'autonomie** des universités et la poursuite de la mise en place de la LPR, le cas échéant par le biais d'Etats généraux de la recherche.

Retrouvez notre bilan et toutes nos propositions
<https://universite-ensemble-tours.fr/>

Ce programme, conforté par l'alliance avec le collectif **L'UNIVERSITÉ AUTREMENT** dans le cadre de la démarche **L'Université en Mouvement collégiale, écologique et solidaire** portera la candidature d'**Emmanuelle Huver à la présidence de l'université** et celle de **Florent Malrieu, à la présidence du conseil académique.**

Votez et faites voter L'université ENSEMBLE